



Les iPhone interdits en Syrie ? Regard sur un média-mensonge

Par [Luc Chevalier](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2012

voltairenet.org 11 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe», SYRIE](#)

A l'heure où internet met chacun en capacité de vérifier par lui même l'information, ceux qui ont intérêt à la guerre ont trouvé une parade efficace. Elle consiste à noyer les citoyens sous un déluge de fausses nouvelles, que personnes n'aura plus le temps de décrypter. Si certains de ces média-mensonges paraissent anodins, il ne faut pas s'y tromper. Associés les uns aux autres et accumulés dans le temps, ils finissent par constituer le décor d'un univers virtuel, coupé de la réalité, mais favorable aux projets de l'Empire. Celui-ci fait ainsi accepter ses guerres à des populations occidentale désormais passives alors qu'elles s'étaient mobilisée massivement contre l'intervention en Irak.



La pièce à conviction dans l'affaire des iPhones interdits. Une simple photocopieuse suffit désormais à monter une campagne de presse internationale, à condition d'avoir de son côté la BBC et l'AFP.

« Nous sommes un empire maintenant. Lorsque nous agissons, nous créons notre propre réalité. Et pendant que vous étudiez cette réalité, judicieusement comme vous le souhaitez, nous agissons à nouveau et nous créons d'autres réalités nouvelles, que vous pouvez étudier également, et c'est ainsi que les choses se passent. Nous sommes les acteurs de l'histoire. Et vous, vous tous, il ne vous reste qu'à étudier ce que nous faisons. » Karl Rove [1]

Le 2 décembre 2011, le site de la BBC révélait que les *iPhone* étaient désormais interdits en Syrie. Cette imputation était relayée en France par *Le Monde* et l'AFP le 5 décembre [2]. Quelques jours plus tard la nouvelle avait fait le tour de la planète.

Cette nouvelle fracassante est révélatrice de la nature de l'information fournie par la presse *mainstream* aux citoyens occidentaux . Elle est invérifiée, absurde et pourtant complaisamment relayée.

D'abord, une simple observation. Quiconque est actuellement présent en Syrie pourra facilement constater que les possesseurs de smartphones et d'*iPhone* sont nombreux et ne s'en cachent pas. Vouloir empêcher « *la captation de la répression* » serait d'autant plus voué à l'échec qu'avec les innovations technologiques, n'importe quel téléphone ou appareil photo est susceptible de capter des vidéos et de les télécharger immédiatement sur le net. Il est impossible pour quelque régime que se soit d'empêcher la propagation d'images compromettantes sur la toile.

Pourquoi alors faire croire que les *iPhone* sont interdits ? Cette fable vise à influencer l'opinion publique internationale, face à l'absence d'images établissant la preuve des accusations faites au gouvernement Syrien.

Alors que les mêmes images de chars d'assaut, de soldats et d'explosions servent à illustrer de nombreux sujets télévisés différents, celles-ci ne prouvent finalement rien. Bien qu'elles soient généralement utilisées dans un contexte où l'on induit le spectateur à penser que ces armes et cette violence sont déployées contre des civils, aucune image n'établit le lien de causalité entre ces armements et une possible répression.

En réalité, on trompe les téléspectateurs en leur cachant que l'armée syrienne doit actuellement faire face à des commandos autonomes armés, s'attaquant à la population dans le but de faire accroire au déclenchement d'une guerre civile. Ainsi, alors qu'on a errigé des blindés en symbole même de l'oppression, ceux ci-sont placés dans les villes à la demande pressante des civils, afin de dissuader les escadrons de la mort d'agir, comme l'ont récemment raconté plusieurs journalistes de la presse belge et internationale. [3]

Depuis la levée de l'état d'urgence, les manifestations pacifiques contre le gouvernement sont libres. Cependant, dans le contexte de la déstabilisation armée, elles ne mobilisent ici que quelques centaines de personnes tout au plus, bien loin d'un soulèvement de masse dont personne n'a aucune trace, n'en déplaie à Londres ou à Paris.

Si des images de soldats tirant sur une foule pacifique ne sont pas disponibles, il n'y a que deux explications possibles. Soit les événements que les médias décrivent ne se déroulent pas de la même façon qu'ils l'insinuent, voire n'existent pas, soit le régime a confisqué l'ensemble des appareils susceptibles de filmer des vidéos et de prendre des photos, ce qui est totalement impossible.

Et pourtant une dépêche de l'Agence de Presse Allemande (DPA) va lancer cette rumeur en la présentant comme une information. Le caractère absurde de cette histoire ne semble pas gêner les agences de presse occidentales.

Elles n'ont pas été gênées non plus par le fait que cette décision aurait été "*apparemment*" annoncée par le ministre des Finances syrien, et non pas par son homologue de l'Information et des Communications.

Elles n'ont pas été gênées par le fait que la seule preuve matérielle présentée était une photo de mauvaise qualité d'un supposé mémo gouvernemental fourni par le site libanais *El-Nashra* [4] Celui-ci ne fournissant aucune élément permettant de valider l'authenticité de sa « preuve » ni aucune explication quant à la manière dont il l'aurait obtenue.

Mal à l'aise face à la faiblesse des éléments factuels dans cette affaire, plusieurs éléments sont mis au conditionnels dans l'article original publié par la BBC. Cependant le titre lui n'est pas du tout nuancé puisqu'il affirme : « la Syrie 'interdit les iPhones' à cause des images de manifestation ». [5]

Par conséquent, lorsque cette dépêche sera reprise par les autres médias, il ne sera plus du tout question de conditionnel, mais bel et bien d'un fait établi. Partant du principe que si tout le monde répète que les iPhones sont interdits en Syrie, c'est que cela doit être vrai.

De la même façon, sont relayées systématiquement les estimations de victimes fournies par l'« Office Syrien des Droits de l'Homme » sans jamais exercer le moindre travail de vérification, ni sur les chiffres fournis, ni sur cet autoproclamé « office » basé à Londres. [6]

Cette désinvolture face à la vérification des sources peut surprendre ceux qui croient au professionnalisme des journalistes et à leur déontologie. Pourtant il ne s'agit pas dans là d'illustrer un dysfonctionnement du système médiatique, mais au contraire d'en révéler la véritable nature.

Maîtrisant les rouages de la diffusion « virale » pour lesquels sont élaborés ce type de média-mensonges, une information, bien que fausse, est en quelques heures diffusée via des dizaines de milliers de site à travers de monde. L'opération de guerre psychologique est alors réussie.

En effet il s'agit avant tout d'installer dans l'esprit du public le paysage mental qui convient. Lui rendre progressivement crédible l'idée que l'État syrien est un « régime » qui oppresse ses citoyens, et par suite, par glissements successifs, de lui faire accepter l'idée d'une intervention humanitaire militarisée visant à « libérer » cette même population du joug du tyran.

Tout au long de la chaîne de reprise et de circulation de la nouvelle erronée, aucun journaliste ne prendra la peine ni de vérifier la source de ces allégations, ni de venir la vérifier sur place ou même d'en demander la confirmation au gouvernement Syrien. Seul compte l'avis de l'« opposition syrienne » même quand celle si se trouve à Beyrouth, à Paris ou à Londres. Présenter un seul point de vue dans un article ou un dépêche est devenu normal, même quand les accusations sont graves.

Cette affaire illustre l'incapacité des médias occidentaux à fournir des informations vérifiées au public quand cela implique de contredire l'OTAN, et révèle leur place au sein d'un dispositif qui vise à imposer une conception particulière du monde. Un monde où la guerre doit devenir non seulement quelque chose d'acceptable mais de souhaitable.

Le rôle des journalistes et des médias n'est alors plus d'informer, c'est à dire de relater des faits et de les rendre accessibles et intelligibles, mais de relayer différentes histoires. Le critère pour la diffusion d'une information n'est désormais plus qu'elle soit vérifiée, mais qu'elle soit utile à un projet politique. Car ensuite il suffira que information soit répétée pour qu'elle paraisse vraie.

Dans un contexte où les puissances occidentales et leurs alliés dans la région évoquent explicitement la possibilité de frapper militairement la nation Syrienne, relayer ce type de nouvelles sans la vérifier, c'est participer à une campagne d'intoxication ayant pour issue une guerre.

Combien de blogueurs ayant relayé l'histoire des iPhone bannis en Syrie réalisent qu'il se sont fait les complices du « storytelling » de l'OTAN ?

À ce jour, la recherche « iPhone ban Syria » donne 5 millions de résultats sur Google.

[1] Christian Salmon , Storytelling, p.171, La Découverte, 2007.

[2] « [Les iPhone interdits en Syrie](#) », Le Monde, 5 décembre 2011.

[3] « [A Homs, la grande presse belge n'a pas vu la même chose que sa consœur française](#) », InfoSyrie.fr, 29 novembre 2011.

[4] [Elnashra.com](#).

[5] « [Syria 'bans iPhones' over protest footage](#) », BBC News, 2 décembre 2011

[6] « [Manifestations en Syrie : Qui compte les morts ?](#) », par Julie Lévesque, Mondialisation.ca, 25 novembre 2011.

La source originale de cet article est [voltaire.net.org](#)

Copyright © [Luc Chevalier](#), [voltaire.net.org](#), 2012

Articles Par : [Luc Chevalier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca